



Comptes annuels **2021**

A large, stylized, light blue 'C' logo is centered on the page. The 'C' is composed of two concentric, thick, curved lines that do not meet at the top and bottom, creating a central white space. The background is a light beige, textured paper.

Comptes annuels **2021**

Sommaire

01.
Conduril

04

02.
**Rapport
de gestion**

10



03.
**États financiers
et annexe**



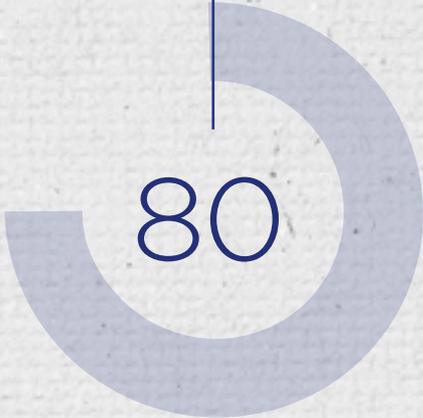
20

04.
**Rapport et avis
du Conseil de
surveillance**



76

05.
**Certification
légale des
comptes**



80





01

Conduril

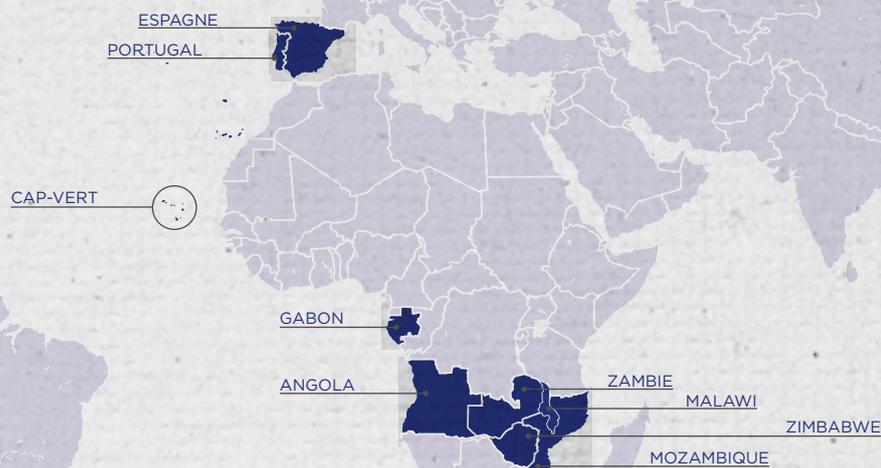
01

Conduril - Engenharia, S.A. (ci-après dénommée Conduril), dénomination adoptée en 2011, a été fondée en 1959 en tant que société à responsabilité limitée. La structure de l'actionariat de l'entreprise, qui l'oriente jusqu'à nos jours, est modifiée en 1970 - elle est acquise par les actuels actionnaires de référence qui décident de la transformer en société anonyme en 1976. En 1990, ses actions ont été admises à la négociation à la Bourse de valeurs de Porto et de Lisbonne. C'est aujourd'hui une société ouverte cotée sur un marché non réglementé - Euronext Access.

Conduril développe toute son activité dans le domaine du Génie civil et souhaite être reconnue par le marché en tant que l'une des meilleures entreprises portugaises du secteur au niveau technique, économique et financier, capable de répondre aux défis qu'elle rencontre dans n'importe quelle zone géographique, grâce à sa flexibilité et à sa compétence.

Le siège social de l'entreprise est situé à Ermesinde, Portugal, et son activité s'est internationalisée sur les marchés d'Angola (en continu depuis 1990), du Mozambique (depuis 1997), du Maroc (2004), du Botswana (2008), de l'Espagne (2010), du Cap-Vert (2011), du Sénégal (2013), de la Zambie (depuis 2013), du Malawi (depuis 2014), du Gabon (depuis 2015) et du Zimbabwe (depuis 2019).

La création d'une richesse durable pour ses actionnaires et la responsabilité sociale envers ses collaborateurs demeurent son objectif principal. Pour soutenir ce dernier volet, l'entreprise a créé, en 1989, le Fonds de pension Conduril, entièrement financé par celle-ci, le pari sur la formation et sur le développement des compétences constituant l'un de ses fleurons. À cet égard, quelques actions doivent être mises en lumière, comme la création, en 2009 en Angola et en 2016 au Mozambique, de la Conduril Academy, un centre de formation professionnelle de la branche du génie civil et des travaux publics, ainsi que l'octroi de bourses universitaires dans ces pays.



L'engagement de Conduril passe également par le respect des exigences les plus élevées du processus de production, des cahiers de charges et en matière de durabilité environnementale, ce qui est certifié par l'APCER (agence portugaise de certification) au niveau de la qualité, de l'environnement, de la sécurité et de la santé au travail, aussi bien au Portugal qu'en Angola et au Mozambique.

Au-delà de ces certifications, Conduril possède un laboratoire central, accrédité par l'IPAC (institut portugais d'accréditation), pour la réalisation de différents essais dans le cadre des sols, des granulats et des bétons au Portugal, et attend que la certification soit également octroyée à son laboratoire du Mozambique à court terme. Au Portugal, elle possède également la certification du marquage CE pour les enrobés bitumineux dans sa centrale Intrame M-150, ainsi que pour la fabrication de structures métalliques (à travers l'entreprise Edirio).

La résilience démontrée au fil du temps n'a été possible que grâce à la force et l'ancrage des principes et de la culture de Conduril au sein de l'organisation. Dans cette mission qui vise à assurer sa pérennité, le timonier principal de l'entreprise est son Conseil d'administration, qui est présidé par le PCA et composé de sept autres membres, tous ayant développé leurs carrières professionnelles au sein de l'entreprise et composant le Comité exécutif.



ORGANES SOCIAUX

Bureau de l'Assemblée générale

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

Conseil d'administration

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Comité exécutif

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Conseil de surveillance

Júlio Gales Ferreira Pinto (président)
Deolinda Paula Baptista Nunes
Jorge Manuel Silva Tavares
Alberto Luciano Costa Santos Rolo (suppléant)

Cabinet d'audit

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)





02

Rapport de gestion



02

**CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS
LÉGALES APPLICABLES, LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.
PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE
RAPPORT DE GESTION, LES COMPTES DE LA PÉRIODE
ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES
COMPTES CONCERNANT L'EXERCICE DE 2021.**

1.

L'année 2021 était attendue par les acteurs économiques comme l'année du « beau temps » après la « tempête » que le virus SARS-CoV-2 a propagé sur l'économie mondiale. La reprise s'est néanmoins montrée beaucoup plus lente que ce qui était prévu initialement.

Les mesures mises en place par les autorités gouvernementales en matière de lutte contre la pandémie ont conservé un caractère restrictif au cours de l'année, et, bien que la plupart des économies soient revenues sur le chemin de la croissance, il n'a pas encore été possible de le faire au rythme des années précédentes.

TABLEAU 1. Évolution du taux de croissance de la production réelle

	2022 (PREVISION)	2021 (ESTIMATION)	2020
Monde	4,0 %	5,5 %	-3,4 %
Portugal	4,8 %	4,2 %	-7,5 %
Angola	2,4 %	0,0 %	-4,0 %
Mozambique	3,8 %	2,1 %	-1,3 %
Zambie	0,9 %	1,5 %	-3,0 %
Malawi	4,0 %	2,5 %	0,8 %
Gabon	3,7 %	1,5 %	-1,7 %
Zimbabwe	4,1 %	6,3 %	-8,0 %

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2022

Après la contraction vérifiée en 2020, les acteurs économiques n'étaient pas préparés à la reprise des transactions internationales, ce qui, conjointement avec le maintien de plusieurs aides publiques de promotion de l'économie locale, a conduit à une présence assidue des mots « inflation » et « pénurie » sur le marché des principaux produits de base en 2021.

TABLEAU 2. Évolution du taux d'inflation

	2022 (PREVISION)	2021 (ESTIMATION)	2020
Portugal	1,0 %	1,0 %	-1,0 %
Angola	22,3 %	25,9 %	22,3 %
Mozambique	3,5 %	2,9 %	2,5 %
Zambie	8,3 %	19,9 %	15,7 %
Malawi	5,3 %	5,1 %	5,0 %
Gabon	2,0 %	2,0 %	1,2 %
Zimbabwe	29,9 %	84,9 %	557,2 %

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2022

Le secteur de la construction a rencontré des difficultés accrues au cours de l'année 2021 :

- la pénurie de main-d'œuvre a été aggravée par les arrêts maladie des employés qui ont eu un résultat positif après un test à la COVID-19 ;
- l'acquisition de nouveaux équipements et éléments de maintien a souffert plusieurs retards et hausses de prix, en grande partie en raison de la pénurie de composants électroniques ;
- les principaux matériaux utilisés dans le processus de production ont connu une hausse très significative des prix, certains ayant plus que doublé ;
- et la demande elle-même a conservé un comportement prudent, en retardant une fois de plus certains investissements annoncés depuis longtemps.

2.

Malgré tous les obstacles causés par la pandémie, par le retard de la mise en place des mesures du Plan de relance et de résilience au Portugal – dû en grande partie au rejet du budget de l'État et aux élections anticipées qui en ont résulté –, par l'inexistence de nouveaux chantiers en Angola – où une reprise graduelle après le processus électoral de 2022 est attendue – et par l'inexistence de nouveaux projets dans les pays où l'entreprise opère, 2021 a été une année de dépassement pour Conduril. L'effort conjoint de son capital humain a permis une amélioration de la plupart de ses indicateurs financiers :

INDICATEURS	2021	2020	2019
Actif (€)	382 189 454	386 854 139	385 563 980
Passif (€)	186 892 964	208 576 165	176 324 270
Capitaux propres (€)	195 296 491	178 277 974	209 239 710
Endettement net (€)	-4 041 067	11 697 764	-487 178
Chiffre d'affaires (€)	144 821 851	110 964 706	146 741 149
VAB (€)	58 774 773	45 919 661	55 664 544
EBE (€)	17 370 648	11 536 107	19 386 158
Résultat net de l'exercice (€)	5 782 682	1 136 131	2 461 138
Autonomie financière	51 %	46 %	54 %
Liquidité générale	191 %	159 %	184 %
Ratio de solvabilité	104 %	85 %	119 %

Le chiffre d'affaires de l'entreprise a connu une hausse supérieure à 30 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution est fondée sur l'activité au Portugal, qui a représenté 66 % du total de l'activité, en particulier la contribution de deux des chantiers de plus grande envergure actuellement en cours au Portugal : le 3^e agrandissement de la jetée Est du Port de Sines et la construction du barrage de l'Alto Tâmega.

L'EBE a connu une amélioration de 50 % et le résultat net de l'exercice a présenté une valeur quatre fois supérieur à celle de la période précédente.

Au niveau de la trésorerie, l'endettement net est redevenu négatif, après la situation exceptionnelle de 2020 – un fait qui découle en grande partie de l'investissement effectué cette année-là. À cet égard, il convient de souligner que tous les financements obtenus par Conduril sont pris en compte pour le calcul de cet indicateur, quel que soit leur échéance et/ou nature.

Il importe également de mettre l'accent sur l'évolution positive des indicateurs concernant l'autonomie financière et la liquidité, ce qui traduit la préoccupation constante de l'entreprise en matière de durabilité de ses opérations.

Au cours de l'année, Conduril a élargi son portefeuille de travaux en cours et son éventail de clients dans les différentes zones géographiques en remportant plusieurs nouveaux chantiers au Portugal, en Angola, au Mozambique et en Zambie.

Comme mentionné dans le rapport de l'année précédente, la vente de la participation de la concessionnaire et de l'opérateur de la sous-concession du Baixo Alentejo s'est concrétisée au début du second semestre de 2021. En ce qui concerne la sous-concession de l'Algarve Litoral, Conduril conserve sa participation et demeure convaincue que la décision sur la demande d'indemnisation en cours devant le tribunal arbitral depuis 2019 sera favorable et aboutira en 2022.



MOZAMBIQUE

3.

Malgré cette période de grande instabilité sur le marché, Conduril a continué de miser sur le renforcement de sa capacité de production, en clôturant l'année 2021 avec un investissement dans les actifs supérieur à 9 millions d'euros.

L'investissement effectué au cours des trois dernières années, pour un montant cumulé d'environ 50 millions d'euros, permet de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins des chantiers et, par conséquent, de ses clients.

4.

En 2021, Conduril a employé, en moyenne, 1 975 collaborateurs, dont 32 % sur le territoire national et le reste sur le continent africain, 7 % du total représentant des employés déplacés de leur pays de résidence.

La pandémie de COVID-19 a provoqué, d'une part, une limitation des ressources humaines de l'entreprise et, de l'autre, une réduction de son efficacité. La coopération de tous les acteurs a néanmoins permis d'augmenter la productivité moyenne par personne de 27 % par rapport à 2020, ce qui s'est traduit par une amélioration de la rémunération moyenne par personne supérieure à 17 %.

La préoccupation de l'entreprise concernant son effectif ne s'est pas limitée au niveau de la rémunération, étant donné qu'elle a maintenu la pérennité et a renforcé son fonds de pension, qui présentait une valeur supérieure à 11,2 millions d'euros à la fin 2021 (en 2020, sa valeur était de 10,6 millions d'euros).

5.

Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance de la société et consciente du besoin absolu d'une gestion appropriée des risques, Conduril possède une politique intérieure solide d'identification, de qualification et d'atténuation des risques pouvant avoir un impact négatif sur la réalisation de ses objectifs.

La gestion des risques chez Conduril va au-delà de la catégorisation conventionnelle des risques stratégiques, financiers et opérationnels, car l'entreprise sait que les risques sont reliés entre eux, ont des délais courts et peuvent changer de catégorie rapidement.

Consciente du fait que les risques doivent être gérés et non évités, l'entreprise possède un département dédié à leur gestion. Cette gestion repose sur les piliers suivants :

- atténuer les risques - par la mise en œuvre de contrôles et/ou de mécanismes permettant de les minimiser ;
- transférer les risques - par le transfert des risques à d'autres entités, chaque fois que ce transfert est prévu comme avantageux pour le rapport coût-efficacité ;
- acceptation - par la reconnaissance formelle de l'existence des risques et le suivi de leur impact sur l'organisation.

6.

Alors que la pandémie a commencé à ralentir et que l'attention des acteurs économiques s'est tournée vers la menace d'une nouvelle grande guerre, qui apparaît de plus en plus préoccupante, Conduril est consciente que 2022 sera une année marquée par des défis de taille :

- l'aggravation généralisée de toutes les chaînes logistiques et d'approvisionnement ;
- la stabilisation tant désirée des prix des principaux produits de base est de plus en plus un mirage, une flambée des prix et l'augmentation de la pénurie de ceux-ci ayant été constatées ;
- les restrictions en matière de mobilité et d'utilisation de la capacité maximale tardent à disparaître, entraînant une situation de sous-utilisation constante de la plupart des ressources ;
- l'instabilité monétaire dans les pays où l'entreprise opère semble ne laisser aucun répit ;
- le nombre d'appels d'offres publics sur les marchés internationaux demeurera réduit.

Malgré ces adversités, l'entreprise reste confiante quant à la continuité d'un niveau d'activité et de rentabilité proche de celui de 2021, compte tenu :

- du carnet de commandes dont la valeur totale à la fin 2021 était supérieure à 500 millions d'euros ;
- du plan d'investissements prévus pour le secteur au Portugal, ayant pour base le plan de relance qui devrait gagner en visibilité au cours du second semestre de 2022 ;
- de la reprise graduelle prévue sur le marché angolais, en particulier la période faisant suite aux élections ;
- des efforts qui ont été développés au cours des dernières années et qui entraîneront l'expansion de l'activité vers de nouveaux marchés ; et
- de la confiance que le Conseil d'administration entretient avec ses ressources humaines, le facteur clé qui permet de différencier l'opération de l'entreprise sur le marché.

7.

Autres informations :

- a)** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Maroc. La succursale du Botswana a été fermée à la fin 2020 et la succursale du Gabon est devenue une filiale au cours du second semestre 2021.
- b)** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.



PORTUGAL

c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

e) Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration, restent inchangées par rapport à l'année précédente.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

8.

Le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice de 2021, à hauteur de 5 782 682 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 800 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 3 982 682 euros.



PORTUGAL

9.

Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration tient à remercier tous les collaborateurs de l'entreprise, ainsi que ses clients, fournisseurs, institutions financières et les autres éléments des organes sociaux.

L'engagement, l'effort et la collaboration de tous ont été les éléments clés pour assurer ensemble la continuité de la croissance durable.

Fait à Ermesinde, le 4 mars 2022

Le Conseil d'administration





03

**États financiers
et annexe**

BILAN

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2021	2020
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	3;7	85 851 259	84 234 277
Immobilisations incorporelles	3;6	5 309 774	5 274 507
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	5 235 689	2 257 550
Autres immobilisations financières	3;9;19	36 473 375	75 786 243
Actifs d'impôt différé	3;17	4 029 991	5 167 297
Sous-total		136 900 088	172 719 874
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	14 277 579	12 923 051
Clients	3;19	109 993 314	93 258 613
Clients avec une retenue de garantie	3;19	5 538 851	4 966 487
État et autres organismes publics	21	19 930 489	15 942 631
Autres comptes débiteurs	3;21	38 325 398	60 495 934
Charges constatées d'avance	3;21	695 646	711 048
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;19	45 410 058	1 805 766
Actifs non courants détenus à la vente	3;18	-	17 956 097
Encaisse et dépôts en banque	3;4	11 118 032	6 074 637
Sous-total		245 289 366	214 134 264
TOTAL DE L'ACTIF		382 189 454	386 854 139
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 044 492	3 044 492
Autres réserves		205 676 333	205 080 202
Résultats reportés		1 295 414	989 547
Écarts de réévaluation		1 885 767	2 172 444
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(31 438 197)	(43 194 843)
Sous-total		189 513 809	177 141 843
Résultat net de l'exercice		5 782 682	1 136 131
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3	195 296 491	178 277 974
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	11 815 566	11 444 368
Financements obtenus	3;8;19	44 708 317	57 301 161
Passifs d'impôt différé	3;17	1 960 327	5 311 699
Sous-total		58 484 209	74 057 228
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	46 323 156	51 943 452
Avances de clients	3	24 449 051	34 582 776
État et autres organismes publics	21	13 612 266	13 687 719
Financements obtenus	3;8;19	27 659 290	21 588 615
Autres comptes créditeurs	3;21	15 066 504	11 156 134
Produits constatés d'avance	3;11;21	1 298 487	1 560 241
Sous-total		128 408 754	134 518 937
TOTAL DU PASSIF		186 892 964	208 576 165
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		382 189 454	386 854 139

L'administration,

Le comptable certifié,

COMPTE DE RÉSULTAT PAR NATURE

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2021	2020
Ventes et services fournis	3;12;21;22	144 821 851	110 964 706
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3;9	852 023	398 199
Variation des stocks de la production	3;10	-	-
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 162 027	1 616 003
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(46 893 522)	(30 085 139)
Fournitures et services extérieurs	21	(52 196 142)	(57 576 514)
Frais de personnel	3;20;21	(41 404 125)	(34 383 553)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	(59 096)	-
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;19	(1 433 772)	-
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(117 239)	(795 127)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		-	1 671
Autres revenus	14;21	19 287 162	24 124 577
Autres charges	14;21	(8 258 627)	(3 522 171)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		15 760 540	10 742 651
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(6 633 026)	(4 557 209)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		9 127 513	6 185 442
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;21	(3 327 466)	(3 258 629)
Résultat avant impôts		5 800 047	2 926 812
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(17 365)	(1 790 681)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		5 782 682	1 136 131
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		5 782 682	1 136 131
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Sous-total		5 782 682	1 136 131
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		3,21	0,63

L'administration,

Le comptable certifié,

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2021	2020
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		124 121 232	143 496 627
Règlements fournisseurs		(112 508 755)	(93 839 044)
Rémunérations du personnel		(37 195 127)	(30 422 568)
Trésorerie générée par les opérations		(25 582 650)	19 235 015
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(330 725)	(443 699)
Autres encaissements / décaissements		4 918 326	(10 905 462)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		(20 995 049)	7 885 853
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(3 939 051)	(8 137 295)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(31 180)	(42 397)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		1 880	276 594
Immobilisations financières		20 400 395	-
Autres actifs		-	8 514
Intérêts et produits assimilés		4 174 803	2 957 882
Dividendes		41 627	130 743
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		20 648 474	(4 805 958)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		126 890 859	95 446 590
Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(115 929 878)	(96 225 572)
Financements leasings		(4 786 346)	(2 239 729)
Intérêts et charges assimilées		(2 359 054)	(2 516 050)
Dividendes		(540 000)	-
Autres opérations de financement		-	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		3 275 581	(5 534 762)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		2 929 006	(2 454 867)
Effets advenant des différences de change		2 114 389	(735 335)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		6 074 637	9 264 839
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	11 118 032	6 074 637

L'administration,

Le comptable certifié,

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Montants exprimés en EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
SITUATION AU 1^{ER} JANVIER 2021	10 000 000	(950 000)	3 044 492	205 080 202 1 136 131	989 547	2 172 444	(43 194 843)	1 136 131 (1 136 131)	178 277 974	-	178 277 974
Affectation du résultat de l'exercice Situation au 1 ^{er} janvier 2021 suite à l'affectation du résultat	10 000 000	(950 000)	3 044 492	206 216 333	989 547	2 172 444	(43 194 843)	-	178 277 974	-	178 277 974
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :											
Première adoption du nouveau référentiel comptable									-		-
Changements de méthodes comptables									-		-
Écarts de conversion des états financiers									12 122 037		12 122 037
Libération d'écarts de réévaluation									-		-
Écarts de réévaluation					53 157	(53 157)			-		-
Ajustements d'impôt différé					233 520	(233 520)			-		-
Application de la méthode de la mise en équivalence					(124 285)				-		-
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres					143 475				1 581 842		1 581 842
					305 867	(286 677)			(1 928 045)		(1 928 045)
									11 775 835		11 775 835
Résultat net de l'exercice								5 782 682	5 782 682		5 782 682
Résultat global								5 782 682	17 558 517		17 558 517
OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE											
Souscriptions de capital									-		-
Souscriptions de primes d'émission									-		-
Distributions				(540 000)					(540 000)		(540 000)
Apports à la couverture de pertes									-		-
Autres opérations									-		-
									(540 000)		(540 000)
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2021	3	10 000 000	(950 000)	3 044 492	205 676 333	1 295 414	1 885 767	(31 438 197)	5 782 682	195 296 491	195 296 491

L'administration,

Le comptable certifié,



03

**ANNEXE AUX ÉTATS
FINANCIERS AU
31 DÉCEMBRE 2021**

1. INTRODUCTION

ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 - 4445-416 Ermesinde - Valongo et elle a pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Le Conseil d'administration continuera à suivre tous les développements associés à la situation économique nationale et internationale, notamment la guerre en Ukraine. Il est probable que cet événement ait un impact négatif sur l'environnement économique actuel, pouvant devenir un contexte de forte incertitude et de rapide évolution, raison par laquelle il est impossible d'estimer avec une certitude raisonnable l'éventuel impact sur l'activité de l'entreprise. Selon les normes comptables, ces faits survenus après la date de clôture ont été considérés comme des événements ne donnant pas lieu à des ajustements.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

COVID-19

L'épidémie de COVID-19 a été considérée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, l'état d'urgence ayant été déclaré au Portugal le 18 mars 2020 et dès cette date dans tous les pays où nous opérons. Au cours des derniers mois, nous vivons dans un contexte de grande incertitude, causée directement et indirectement par la pandémie de COVID-19. Depuis le début, Conduril suit de près tous les développements associés à cette maladie, en mettant prudemment en œuvre les mesures considérées comme appropriées, en fonction des recommandations des autorités internationales et des organismes compétents des pays où elle agit. L'impact de la pandémie sur l'activité de l'entreprise a été ressenti, surtout, au niveau de quelques arrêts ou suspensions de la production en conséquence des restrictions imposées au niveau des déplacements et des confinements, ainsi que des frais liés aux mesures qu'il a fallu prendre dans le domaine de la sécurité au travail. De plus, en 2020, l'entreprise a adhéré à des plans moratoires au titre de certains financements bancaires dans le cadre des plans de relance économique et de lutte contre les impacts économiques et sociaux de la pandémie provoquée par la maladie COVID-19. Nous sommes encore dans un contexte d'une certaine incertitude quant à l'avenir, malgré la levée progressive des restrictions qui ont été imposées.

L'administration de Conduril a assuré la préparation des plans d'action d'urgence et de prévention considérés comme nécessaires et appropriés, afin d'anticiper et d'atténuer les effets négatifs et les impacts économiques et financiers dans ses activités. Ces plans sont constamment revus et mis à jour, en fonction de l'évolution de la pandémie et de ses effets dans chacune des zones géographiques dans lesquelles Conduril est présente. Compte tenu des faits survenus jusqu'aujourd'hui, bien qu'il y ait encore une incertitude par rapport à l'impact futur de la pandémie, on estime que ceux-ci ne mettront pas en cause la continuité des opérations de Conduril.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

Le Conseil d'administration a évalué la capacité de l'entreprise, de ses filiales et de ses sociétés associées à maintenir leurs opérations, à partir de toutes les informations pertinentes, des faits et des circonstances, de nature financière, commerciale ou autre, incluant des événements survenus après la date de référence des états financiers, disponibles sur le futur. Suite à l'évaluation réalisée, le Conseil d'administration a conclu que l'entreprise dispose des ressources appropriées pour maintenir ses activités et qu'il n'y a aucune raison de les faire cesser à court terme, l'utilisation du principe de la continuité des opérations étant considérée appropriée pour la préparation des états financiers.

A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	4 - 50
Équipement de base	3 - 30
Matériel de transport	4 - 12
Fournitures administratives	3 - 25
Autres immobilisations corporelles	4 - 20

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

C. GOODWILL

Le *goodwill* représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

D. CONTRATS DE LOCATION

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

E. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale (il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur à la date d'acquisition). Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

F. INTÉGRATION DE SUCCURSALES

Les informations comptables des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon (depuis le 1^{er} juillet 2021, la succursale du Gabon est devenue une société anonyme, intégrant donc les filiales) intègrent, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

G. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU GOODWILL)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

H. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

I. STOCKS

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

J. INSTRUMENTS FINANCIERS

i. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

ii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iii. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

iv. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

v. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vi. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

vii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

K. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

L. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

M. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

N. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

O. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

P. COMPLÉMENTS DE PENSION

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - « Avantages du personnel ».

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

Q. PRODUIT

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction », selon la méthode de pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant

de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

R. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

S. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

T. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent

des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers.

U. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2021 et 2020 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associées à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2021		2020	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,88290	n/a	0,81493	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09509	0,09398	0,09145	0,09220
Pula botswanais	Euro	n/a	n/a	0,07540	0,07601
Metical mozambicain	Euro	0,01383	0,01298	0,01087	0,01242
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,05296	0,04287	0,03852	0,04667
Kwacha malawien	Euro	0,00108	0,00106	0,00105	0,00117
Kwanza angolais	Euro	0,00157	0,00135	0,00125	0,00146
Rand sud-africain	Euro	0,05559	n/a	0,05549	n/a
Dollar namibien	Euro	0,05521	n/a	0,05427	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,00812	0,00946	0,00995	0,01568

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les expectatives futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers de l'entreprise.

E. COMPTABILISATION DE LA VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS ASSOCIÉES AUX PRESTATIONS DE RETRAITE

Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Encaisse	225 785	20 163
Dépôts à vue	5 338 540	5 122 090
Dépôts à terme	5 553 707	932 384
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	11 118 032	6 074 637

5. PARTIES LIÉES

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

A. Total de rémunérations : 1 296 622 euros (2020 : 1 288 695 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon*	-	-	-
FILIALES :			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
Conduril Engenharia Gabon, S.A.*	Gabon	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrovillas	Espagne	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) - PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) - PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

*La succursale du Gabon est devenue une filiale le 1^{er} juillet 2021.

B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2021 et 2020, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2021 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 201 250	-	-	6 306 770
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 656 649	100 966	-	515 821
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	829 542	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	341 654	24 462	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	757 894	338 373	-	517 665
	10 786 989	463 801	-	7 340 256
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	3 094 046	-	336 000	638 087
Edirio - Construções, S.A.	4 697 351	592 980	854 268	-
Métis Engenharia, Lda.	7 403 187	7 320 382	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 357 811	5 891 320	-	-
Urano, Lda.	2 383 573	3 084 742	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	955 329	241 518	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	77 540	110 354	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	670 518	584 555	-	-
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	4 850 047	1 228 576	-	254 218
	31 489 402	19 054 427	1 190 268	892 305
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	-	40 000	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-	-	10 410
	11 412 786	-	40 000	10 410
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcântara - Garrovillas	1 219 788	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	28 227	195 596	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	332 375	255 223	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	13 369	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 882 672	-	-	-
	5 463 062	464 188	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	-	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	-	-
	-	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	162 549	925 685
Métis Engenharia, Lda.	147 998	218 140
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	977 309	616 928
Urano, Lda.	45 658	1 263 760
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	560 795	-
Esquério - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	17 645	228 579
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	10 925	27 168
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	1 523 548	-
	3 446 427	3 280 260
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	-
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcântara - Garrovillas	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	78 265	478 165
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	195 654	192 064
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	279 765
Mugige Vinhos, Lda.	-	92 509
	273 919	1 042 503

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

Au 31 décembre 2020 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	7 173 538	-	-	6 265 664
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 641 066	100 966	-	518 428
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 711	-	-	-
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	362 450	24 462	-	6 226
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	757 894	338 373	-	544 192
	10 763 659	463 801	-	7 334 510
FILIALES :				
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 898 752	-	336 000	497 963
Edirio - Construções, S.A.	4 153 260	3 276 797	437 960	-
Métis Engenharia, Lda.	8 889 780	8 046 567	-	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 625 539	5 980 694	-	-
Urano, Lda.	2 389 461	2 254 331	-	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	330 292	241 518	-	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	55 745	96 130	-	-
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	1 538 618	-	-	-
	30 881 447	19 896 037	773 960	497 963
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :				
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	-	20 000	-
	28 821 302	-	40 000	-
AUTRES PARTIES LIÉES :				
UTE Alcântara - Garrovillas	1 220 412	-	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	1 530	529 806	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	70 496	-	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	18 717	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 087 317	-	-	-
	4 379 755	548 523	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	27 074	-
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	-	-
	27 074	-
FILIALES :		
Edirio - Construções, S.A.	476 080	1 776 313
Métis Engenharia, Lda.	431 258	934 459
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	820 140	765 187
Urano, Lda.	63 861	1 151 058
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	5 525	-
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	22 965	216 931
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	114 792	-
	1 934 621	4 843 948
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :		
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	-
Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-
	-	-
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcântara - Garrovillas	624	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	141 946	2 019 544
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	234 556	65 700
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	205 294
Mugige Vinhos, Lda.	1 922 415	21 872
	2 299 541	2 312 410

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Recherche et développement	6	16,67 %
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31.12.2021		31.12.2020	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Recherche et développement	27 740	6 194	27 740	1 571
Logiciels	149 860	104 308	107 312	96 528
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Droits de superficie	5 829 975	634 420	5 814 545	624 112
Autres immobilisations incorporelles	2 006	2 006	2 006	2 006
TOTAL	6 056 702	746 928	5 998 724	724 217

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE - AUTRES	31.12.2021	31.12.2020
Recherche et développement	4 623	1 571
Logiciels	7 677	1 669
Droits de superficie	8 589	8 979
TOTAL	20 889	12 219

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2021 et 2020 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2021					
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2020	27 740	5 814 545	107 312	47 121	2 006	5 998 724
Acquisitions	-	15 430	46 548	-	-	61 978
Transferts et mise au rebut	-	-	(4 000)	-	-	(4 000)
Solde au 31.12.2021	27 740	5 829 975	149 860	47 121	2 006	6 056 702
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2020	1 571	624 112	96 528	-	2 006	724 217
Acquisitions	4 623	8 589	7 677	-	-	20 889
Autres	-	1 719	103	-	-	1 822
Solde au 31.12.2021	6 194	634 420	104 308	-	2 006	746 928
VALEUR NETTE	21 546	5 195 555	45 552	47 121	-	5 309 774

	2020					
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2019	-	5 814 545	100 862	47 121	2 006	5 964 534
Acquisitions	27 740	-	6 450	-	-	34 190
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2020	27 740	5 814 545	107 312	47 121	2 006	5 998 724
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2019	-	615 133	89 295	-	2 006	706 434
Acquisitions	1 571	8 979	1 669	-	-	12 219
Transferts et mise au rebut	-	-	5 564	-	-	5 564
Solde au 31.12.2020	1 571	624 112	96 528	-	2 006	724 217
VALEUR NETTE	26 169	5 190 433	10 784	47 121	-	5 274 507

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

B. Méthode de dépréciation utilisée :

L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	4 - 50	2 % - 25 %
Équipement de base	3 - 30	3,33 % - 33,33 %
Matériel de transport	4 - 12	8,33 % - 25 %
Fournitures administratives	3 - 25	4 % - 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	4 - 20	5 % - 25 %

D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2021							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2020	2 622 286	26 449 497	106 442 277	26 809 596	2 109 938	1 681 826	20 217 515	186 332 935
Acquisitions	799 399	687 053	4 230 327	1 884 885	138 436	60 213	1 503 913	9 304 226
Cessions	-	-	(1 293 235)	(231 887)	-	-	-	(1 525 122)
Transferts et mise au rebut	(27 212)	3 077 624	(1 147 962)	(762 777)	(83 288)	(46 392)	(3 716 561)	(2 706 568)
Solde au 31.12.2021	3 394 473	30 214 174	108 231 407	27 699 817	2 165 086	1 695 647	18 004 867	191 405 471
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2020	-	17 630 367	62 395 540	19 220 508	1 716 543	1 135 700	-	102 098 658
Acquisitions	-	754 610	4 629 088	1 029 825	76 171	122 443	-	6 612 137
Cessions	-	-	(1 090 110)	(216 615)	-	-	-	(1 306 725)
Transferts et mise au rebut	-	(142 554)	(906 780)	(693 637)	(64 644)	(42 243)	-	(1 849 858)
Solde au 31.12.2021	-	18 242 423	65 027 738	19 340 081	1 728 070	1 215 900	-	105 554 212
VALEUR NETTE	3 394 473	11 971 751	43 203 669	8 359 736	437 016	479 747	18 004 867	85 851 259

	2020							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2019	2 622 286	25 456 405	84 209 149	23 444 616	1 998 671	1 515 708	18 560 201	157 807 036
Acquisitions	-	1 027 427	25 644 881	3 539 280	117 664	175 743	1 657 629	32 162 625
Cessions	-	(34 335)	(3 379 868)	(168 244)	(6 397)	-	-	(3 588 844)
Transferts et mise au rebut	-	-	(31 885)	(6 056)	-	(9 625)	(315)	(47 882)
Solde au 31.12.2020	2 622 286	26 449 497	106 442 277	26 809 596	2 109 938	1 681 826	20 217 515	186 332 935
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2019	-	17 111 479	62 361 007	18 614 844	1 665 086	1 003 447	-	100 755 863
Acquisitions	-	523 352	3 109 124	729 929	47 365	135 220	-	4 544 991
Cessions	-	(4 464)	(3 043 920)	(127 603)	(3 247)	-	-	(3 179 233)
Transferts et mise au rebut	-	-	(30 671)	3 338	7 339	(2 967)	-	(22 961)
Solde au 31.12.2020	-	17 630 367	62 395 540	19 220 508	1 716 543	1 135 700	-	102 098 658
VALEUR NETTE	2 622 286	8 819 130	44 046 737	7 589 088	393 395	546 126	20 217 515	84 234 277

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	1 278 300	1 653 799
Équipement de base	225 613	3 830
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	1 503 913	1 657 629

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	754 610	523 352
Équipement de base	4 629 088	3 109 124
Matériel de transport	1 029 825	729 929
Fournitures administratives	76 171	47 365
Autres immobilisations corporelles	122 443	135 220
TOTAL	6 612 137	4 544 990

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AMORTISSEMENT CUMULÉ	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	18 242 423	17 630 367
Équipement de base	65 027 738	62 395 540
Matériel de transport	19 340 081	19 220 508
Fournitures administratives	1 728 070	1 716 543
Autres immobilisations corporelles	1 215 900	1 135 700
TOTAL	105 554 212	102 098 658

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2021 et 2020, concernent les projets suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	18 001 037	20 213 685
Équipement de base	-	-
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 830	3 830
TOTAL	18 004 867	20 217 515

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

31.12.2021	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	80 420 447	37 241 124	43 179 323
Angola	82 893 360	51 489 753	31 403 607
Mozambique	12 080 154	6 179 608	5 900 546
Maroc	60 664	60 664	-
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 205 183	8 285 547	2 919 636
Malawi	4 741 187	2 294 682	2 446 505
TOTAL	191 405 471	105 554 212	85 851 259

31.12.2020	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	76 093 805	34 029 933	42 063 872
Angola	82 576 836	51 146 484	31 430 352
Mozambique	11 501 338	5 662 673	5 838 665
Maroc	68 482	68 482	-
Botswana	60 163	60 163	-
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 150 762	8 250 114	2 900 648
Malawi	3 405 430	1 661 812	1 743 618
Gabon	1 471 643	1 216 163	255 480
TOTAL	186 332 935	102 098 658	84 234 277

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2021 et 2020 :

	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	141 750	151 875
Équipement de base	17 786 499	17 255 608
Matériel de transport	5 546 806	4 990 923
TOTAL	23 475 055	22 398 406

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2021 et 2020 et leur valeur actuelle :

	31.12.2021	31.12.2020
Paielements minimaux jusqu'à un an	6 009 448	5 366 152
Paielements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	15 142 882	17 568 642
Paielements minimaux de plus de 5 ans	-	-
Total de paielements minimaux	21 152 330	22 934 794
Paielement d'intérêts futurs	437 818	465 950
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	20 714 512	22 468 844

C. Total des paielements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Moins d'un an	6 009 448	5 366 152	5 793 336	5 168 492
Plus d'un an et moins de 5 ans	15 142 882	17 568 642	14 921 176	17 300 352
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	21 152 330	22 934 794	20 714 512	22 468 844

9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

9.1. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Participations financières - méthode de la mise en équivalence »

	31.12.2021	31.12.2020
Filiales	4 598 749	2 257 550
Entités contrôlées conjointement	142 699	-
Sociétés associées	494 241	-
TOTAL	5 235 689	2 257 550

9.2. Filiales

A. Liste et description des filiales :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Mise en équivalence
Urano, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	2 121 465	(638 087)	(140 124)
Edirio - Construções, S.A.	-	5 378 438	358 232	(416 308)
Métis Engenharia, Lda.	2 265 987	9 870 417	5 338 785	148 940
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	948 092	17 435 062	914 214	410 233
Urano, Lda.	860 658	4 136 495	2 128 474	9 683
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	347 039	2 795 852	429 039	67 441
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	60 621	199 772	60 621	26 268
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	116 352	799 510	116 352	(5 542)
Conduril Engenharia Gabon, S.A.*	-	9 674 675	(254 218)	(995 272)
TOTAL	4 598 749			

*La filiale Conduril Engenharia Gabon, S.A. est le résultat de la transformation de la succursale du Gabon le 1^{er} juillet 2021.

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 065 709	(497 963)	(2 378)
Edirio - Construções, S.A.	-	4 697 145	274 540	(206 651)
Métis Engenharia, Lda.	1 051 152	10 309 482	4 111 668	270 258
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	357 095	13 651 575	357 097	(55 762)
Urano, Lda.	407 910	3 749 890	1 657 293	221 267
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	279 598	1 214 598	361 598	5 503
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	34 353	165 219	34 353	(16 722)
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	127 442	2 571 816	127 442	360 402
TOTAL	2 257 550			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2021, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	336 000	336 000
Edirio - Construções, S.A.	1 212 500	854 268
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	15 354	-
Métis Engenharia, Lda.	3 049 838	-
Urano, Lda.	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	82 000	-
TOTAL	5 954 810	1 190 268

9.3. Coentreprises**A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :**

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 721 238	(18 622 156)	300 046
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	142 699	3 527 907	856 022	677 873
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	752 699	(2 571 629)	475 549
TOTAL		142 699			

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	-	12 407 607	(18 798 872)	135 332
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 385	(1 036 855)	(42 050)
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	-	3 872 077	(37 350)	(281 328)
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	1 327 837	(3 046 988)	(800 748)
TOTAL		-			

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE n'étaient pas disponibles. Cette entité n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à cette participation.

C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

9.4. Sociétés associées**A. Liste et description des sociétés associées :**

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	175 122 964	(10 799 807)	(17 224 738)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	494 241	5 292 084	1 482 870	1 343 528
TOTAL	494 241			

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	172 507 587	(13 076 916)	(14 144 068)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	2 324 331	(31 233)	(662 054)
TOTAL	-			

Liés à des participations dans des sociétés associées, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2021, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 412 786	40 000
TOTAL	11 412 786	40 000

9.5. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES	31.12.2021	31.12.2020
Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	(315 417)	(530 051)
Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	1 440 595	852 515
Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	(18 308)	238 658
Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	(888)	(888)
Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 13)	(253 959)	(162 035)
TOTAL	852 023	398 199

10. STOCKS

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2021	31.12.2020
Matières premières et fournitures consommables	15 080 409	13 666 785
Marchandises	-	-
Produits finis et intermédiaires	129 375	129 375
Produits et travaux en cours	-	-
	15 209 784	13 796 159
Pertes de valeur	(932 205)	(873 109)
TOTAL	14 277 579	12 923 051

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Stock initial	-	9 646	12 793 676	11 326 594
Pertes de valeur sur stocks	-	-	(59 096)	-
Achats	-	-	48 307 146	31 552 221
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	-	-
Stock final	-	(9 646)	(14 148 204)	(12 793 676)
CHARGES DE L'EXERCICE	-	-	46 893 522	30 085 139

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Stock initial	129 375	129 375	-	-
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	595 258	-
Stock final	(129 375)	(129 375)	(595 258)	-
VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION	-	-	-	-

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2021	31.12.2020
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	59 096	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
TOTAL	59 096	-

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2020	873 109
Apport	59 096
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021	932 205

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2019	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020	873 109

11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2021 et 2020, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2021	PRODUIT DE 2020
Contrats de construction	142 235 424	110 102 975
TOTAL	142 235 424	110 102 975

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

31.12.2021	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	309 877 141	369 181 301	16 293 605	2 223 263
TOTAL	309 877 141	369 181 301	16 293 605	2 223 263

31.12.2020	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	349 981 641	436 770 221	27 960 078	1 925 954
TOTAL	349 981 641	436 770 221	27 960 078	1 925 954

12. PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

A. VENTES - elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

B. PRESTATIONS DE SERVICES - elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

C. INTÉRÊTS - ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. DIVIDENDES - ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2021	31.12.2020
Prestations de services	144 821 851	110 964 706
Intérêts	4 347 502	2 805 942
Dividendes	41 627	127 917
TOTAL	149 210 980	113 898 564

13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

13.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	RÉGULARISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 195 648	377 890	(96 021)	-	3 477 517
Procédures judiciaires en cours	-	231 000	-	-	231 000
Autres provisions	405 837	10 207	(405 837)	-	10 207
	3 601 485	619 097	(501 858)	-	3 718 724
Immobilisations financières (Note 9)	7 842 883	414 394	(160 435)	-	8 096 842
TOTAL	11 444 368	1 033 491	(662 293)	-	11 815 566

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	RÉGULARISATION	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 739 626	517 906	(90 076)	28 192	3 195 648
Autres provisions	5 126	406 074	(38 776)	33 413	405 837
	2 744 752	923 980	(128 852)	61 605	3 601 485
Immobilisations financières (Note 9)	7 680 848	162 035	-	-	7 842 883
TOTAL	10 425 600	1 086 015	(128 852)	61 605	11 444 368

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE, Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Túnel de Nador, Construção ACE, RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE, RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE et Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives découlant de ses affaires, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle - une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011, 2012 et 2014), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers. En attendant, l'administration fiscale et douanière a rendu une décision favorable aux fondements de l'entreprise concernant la procédure de l'IRC de 2014.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2021, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 115 200 393 euros (le 31 décembre 2020, le montant s'élevait à 118 921 974 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

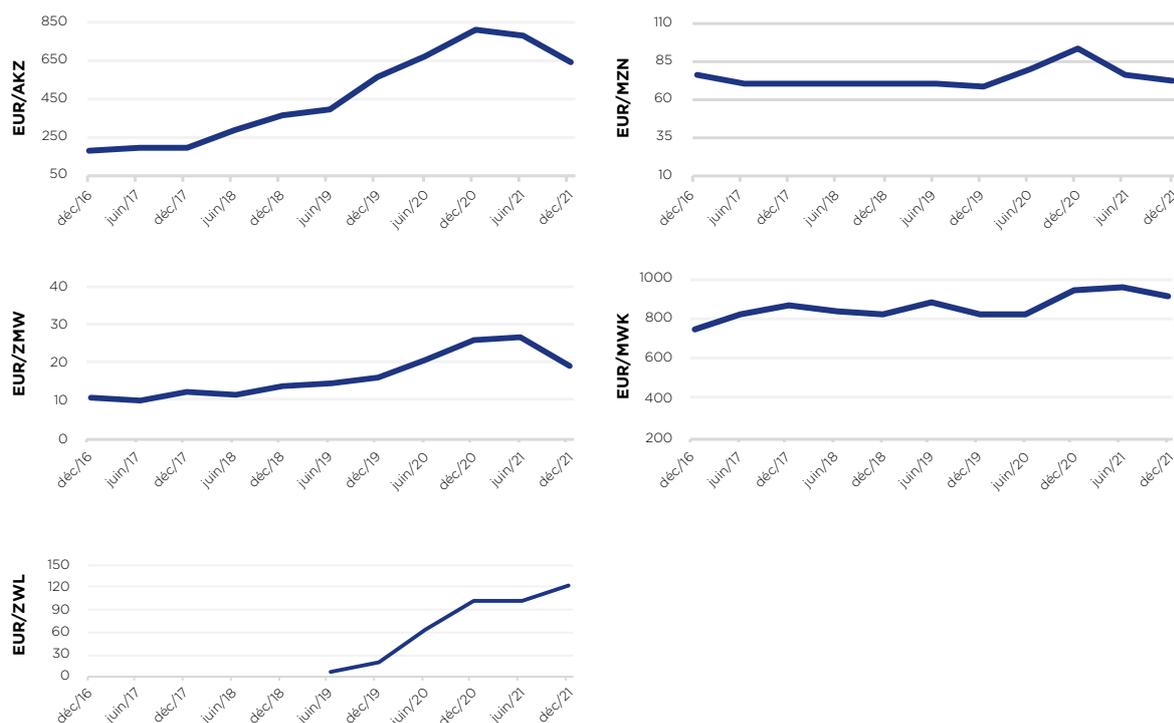
13.4. Gestion des risques financiers

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

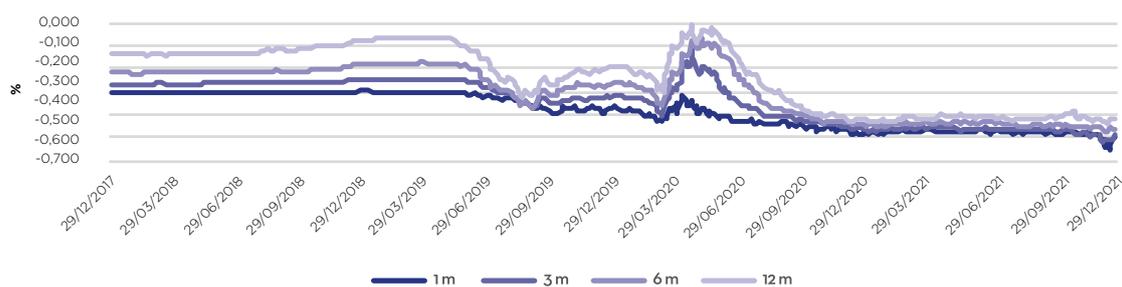
Localisée majoritairement au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien, kwacha malawien et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistantes.



C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, Conduril n'a qu'une petite partie de l'endettement de l'entreprise indexé à une couverture du taux d'intérêt. Elle suit toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur ses financements.

ÉVOLUTION DU TAUX EURIBOR



D. RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;

ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;

iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;

iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique de l'entreprise est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2021	31.12.2020
Différences de change défavorables		
- Autres charges	3 596 480	1 101 882
TOTAL	3 596 480	1 101 882
Différences de change favorables		
- Autres revenus	6 950 687	12 401 259
TOTAL	6 950 687	12 401 259

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2020	(45 576 714)
Différences de change défavorables	(29 593 135)
Différences de change favorables	43 392 259
SOLDE AU 31.12.2021	(31 777 590)

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 4 mars 2022. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 250 244 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 188 139 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	250 244
TOTAL	250 244

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2021	31.12.2020
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	1 501 472	2 762 858
	1 501 472	2 762 858
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(1 484 107)	(972 177)
	(1 484 107)	(972 177)
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	17 365	1 790 681

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2021	31.12.2020
Résultat avant impôts	5 800 047	2 926 812
Charges d'impôt sur les bénéfices	17 365	1 790 681
Taux effectif d'impôt	0,30 %	61,18 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 25 % en Angola)	1 411 434	1 081 512
AJUSTEMENTS :		
Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition	736 063	875 886
Application de la méthode de la mise en équivalence	(118 300)	(110 356)
Ajustements des valeurs des actifs non déductibles	6 857	7 191
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	718 102	452 155
Provisions non acceptées comme des charges	23 848	96 118
Reprises de provisions non imposées	(142 688)	5 990
Restitution / Insuffisance d'impôt	(14 978)	(60 829)
Autres revenus non imposés	(1 253 946)	(2 954 393)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(1 354 606)	(232 693)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	401 246	5 058 845
Impositions autonomes	242 977	427 949
Impôt différé	(1 484 107)	(1 356 625)
Différences de change non imposées	(629 930)	(1 452 022)
Autres	1 475 393	(48 047)
	(1 394 069)	709 169
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	17 365	1 790 681

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2021, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Charges non acceptées	5 167 297	437 993	3 229 868	(5 605 290)	3 229 868
Pertes fiscales déclarables	-	-	800 123	-	800 123
Autres	-	-	-	-	-
TOTAL	5 167 297	437 993	4 029 991	(5 605 290)	4 029 991

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	742 324	-	-	(11 960)	730 364
Revenu imposable	4 283 651	92 651	-	(3 146 339)	1 229 963
Dépréciations non acceptées	285 724	107 124	-	(392 848)	-
TOTAL	5 311 699	199 775	-	(3 551 147)	1 960 327

Le 31 décembre 2020, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Charges non acceptées	88 998	-	5 101 204	(22 905)	5 167 297
Autres	-	-	-	-	-
TOTAL	88 998	-	5 101 204	(22 905)	5 167 297

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	896 981	-	-	(154 657)	742 324
Revenu imposable	88 998	-	4 194 653	-	4 283 651
Dépréciations non acceptées	361 268	(141 670)	74 085	(7 959)	285 724
TOTAL	1 347 247	(141 670)	4 268 738	(162 616)	5 311 699

18. ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

18.1. Actifs non courants détenus à la vente

Le 31 décembre 2021 et 2020, les actifs non courants détenus à la vente sont détaillés comme suit :

DÉNOMINATION SOCIALE	31.12.2021	31.12.2020
Actifs de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		
Participation	-	-
Emprunt	-	17 408 516
Actifs de Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		
Participation	-	547 581
TOTAL	-	17 956 097

En juillet 2021, Conduril a réalisé la transaction de vente des participations de SPER et de Planestrada, qui ont généré une plus-value de 2 444 584 euros (Note 21.5).

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

19.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2021		31.12.2020	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	111 427 086	(1 433 772)	93 258 613	-
Créances clients, avec garanties	5 538 851	-	4 966 487	-
Créances douteuses	2 020 659	(2 020 659)	1 983 727	(1 983 727)
TOTAL	118 986 596	(3 454 431)	100 208 827	(1 983 727)

19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2021 et 2020, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2021	31.12.2020
Comptes cautionnés	7 957 380	6 968 929
Emprunts bancaires	20 400 104	22 606 226
Billet de trésorerie	20 000 000	23 300 000
Affacturage	1 369 859	-
Contrats de location-financement	20 714 512	22 468 844
Découverts bancaires souscrits	1 925 752	3 545 777
TOTAL	72 367 607	78 889 776

De plus, les échéances au 31 décembre 2021 et 2020 sont détaillées comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS 2021	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	7 957 380	-
Emprunts bancaires	10 612 963	9 787 141
Billet de trésorerie	-	20 000 000
Contrats de location-financement	5 793 336	14 921 176
Affacturage	1 369 859	-
Découverts bancaires souscrits	1 925 752	-
TOTAL	27 659 290	44 708 317

FINANCEMENTS OBTENUS 2020	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	6 968 929	-
Emprunts bancaires	1 169 613	21 436 613
Billet de trésorerie	2 800 000	20 500 000
Contrats de location-financement	7 104 296	15 364 548
Affacturage	-	-
Découverts bancaires souscrits	3 545 777	-
TOTAL	21 588 615	57 301 161

19.4. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2021 et 2020, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2021			31.12.2020		
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS		PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	11 412 786	(40 000)	-	11 412 786	(40 000)
Garval	1 682	-	-	1 682	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	1 682	-	-
Norgarante	18 877	-	-	18 877	-	-
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	2 405	-	-	2 405	-	-
Edirio - Construções, S.A.	-	1 212 500	(854 268)	-	712 500	(437 960)
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	336 000	(336 000)	-	336 000	(336 000)
Métis Engenharia, Lda.	-	3 049 838	-	-	3 049 838	-
Urano, Lda.	-	1 259 118	-	-	1 259 118	-
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	-	82 000	-	-	82 000	-
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	-	15 354	-	-	12 068	-
Titres de dette publique - non courante	19 880 583	-	-	59 311 609	-	-
Titres de dette publique - courante	45 410 058	-	-	1 805 766	-	-
Autres - FCT	89 443	-	-	58 263	-	-
TOTAL	65 746 105	17 367 596	(1 230 268)	61 541 659	16 864 310	(813 960)
Autres immobilisations financières non courantes		36 473 375			75 786 243	
Autres immobilisations financières courantes		45 410 058			1 805 766	

Les titres de dette publique angolaise comprennent les titres indexés sur l'USD et l'AKZ et présentent des échéances en 2022, 2023 et 2024. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital des titres indexés sur l'USD sont réalisés en kwanzas, mais indexés sur le taux de change de l'USD en vigueur à la date de règlement.

Les titres de dette publique de l'État angolais ont été reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés.

Le 31 décembre 2021, une somme de 27 281 725 euros des titres détenus constituait la garantie de lignes de financement et de garanties bancaires en Angola, dont seulement environ 30 % sont utilisés.

19.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2021	31.12.2020
Dépôts en banque	4 346 564	2 805 829
Autres	938	113
TOTAL	4 347 502	2 805 942

B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2021	31.12.2020
Financements	2 198 200	2 545 911
Contrats de location-financement	235 808	94 478
Autres	388	1 567
TOTAL	2 434 396	2 641 956

19.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2021		
	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	1 433 772	-	36 815
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	1 433 772	-	36 815

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020		
	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	-	-	(61 788)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	-	-	(61 788)

19.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2021, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

19.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2021, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

20. AVANTAGES DU PERSONNEL

20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2021, 122 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2021, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2021	31.12.2020
Coût des services courants	442 116	397 587
Coûts des intérêts	310 142	289 115
Gains et pertes actuariels	-	-
Revenu net du fonds, déduit des intérêts nets	(242 375)	-
Autres variations	100 830	-
TOTAL	610 713	686 702

Le 31 décembre 2021, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 5 645 089 euros. L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 5 608 562 euros (2020 : 3 113 050 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2021 et 2020 :

	HYPOTHÈSES 2021	HYPOTHÈSES 2020
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 ans	66-70 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	1,24 %	courbe de swap au 31/12/2020 majorée de 2,25 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	366	337
Bénéficiaires	122	123

20.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2021, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2021
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire) et bourses d'études	140 762
Formation technique, professionnelle, humaine et culturelle	26 393
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	8 798
TOTAL	175 953

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2020
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	53 232
Bourses universitaires Conduril	182 507
Formation technique et professionnelle	45 626
Formation humaine et culturelle	15 209
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	7 604
TOTAL	304 178

21. AUTRES INFORMATIONS

21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2021 et 2020, est le suivant :

ACTIF	31.12.2021	31.12.2020
Impôt sur le revenu des personnes physiques	-	282
Taxe sur la valeur ajoutée	13 238 719	10 459 981
Cotisations à la Sécurité Sociale	-	1 524
Impôt sur le revenu des personnes morales	4 872 154	3 328 801
Autres impositions	1 819 616	2 152 043
TOTAL	19 930 489	15 942 631

PASSIF	31.12.2021	31.12.2020
Impôt sur le revenu des personnes physiques	649 892	568 363
Taxe sur la valeur ajoutée	10 604 091	6 572 045
Cotisations à la Sécurité Sociale	803 946	734 199
Impôt sur le revenu des personnes morales	1 343 554	5 557 065
Autres impositions	210 783	256 047
TOTAL	13 612 266	13 687 719

21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2021 et 2020, se sont réparties comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Marché intérieur	95 456 899	60 616 462
Marché extérieur	49 364 952	50 348 244
TOTAL	144 821 851	110 964 706

21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Contrats de sous-traitance	26 992 440	36 970 325
Services spécialisés	11 610 853	8 985 355
Matériaux	611 780	604 392
Énergie et fluides	1 336 134	1 496 100
Déplacements, séjours et transports	4 881 922	3 422 542
Loyers et locations	3 916 025	3 528 958
Communication	249 878	262 464
Assurances	1 138 009	1 042 655
Contentieux et notaires	52 801	39 879
Frais de représentation	1 741	7 626
Nettoyage, hygiène et confort	338 348	259 529
Autres services	1 066 211	956 689
TOTAL	52 196 142	57 576 514

21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Rémunérations des organes sociaux	1 137 549	1 134 030
Rémunérations du personnel	31 187 211	25 605 538
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	610 713	686 702
Indemnités	70 313	18 202
Charges sur rémunérations	4 783 906	3 582 640
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	979 697	1 009 941
Charges aide sociale	1 873 316	1 674 937
Autres	761 420	671 563
TOTAL	41 404 125	34 383 553

21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Revenus supplémentaires	3 526 965	6 575 066
Escomptes obtenus pour paiement comptant	20 044	57 514
Différences de change favorables	6 950 687	12 401 259
Gains de stocks	36 521	21
Revenus d'autres investissements financiers	2 444 584	-
Revenus d'investissements non financiers	272 935	859 675
Intérêts perçus	4 347 502	2 805 942
Dividendes perçus	41 627	127 917
Corrections relatives à des exercices précédents	51 318	340 638
Revenus contractuels	445 323	1 874
Autres	1 149 656	954 671
TOTAL	19 287 162	24 124 577

21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Impôts et taxes	1 349 963	1 693 010
Escomptes attribués pour paiement comptant	2 153	30
Créances irrécouvrables	828	-
Différences de change défavorables	3 596 480	1 101 882
Charges et pertes dans des investissements non financiers	120 272	91 843
Amendes et pénalités	212 212	212 134
Corrections relatives à des exercices précédents	2 875 425	359 082
Autres	101 294	64 190
TOTAL	8 258 627	3 522 171

21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2021	31.12.2020
Charges d'intérêts	2 434 008	2 640 389
Autres charges et pertes de financement	893 458	618 240
TOTAL	3 327 466	3 258 629

21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2021	31.12.2020
Charges à comptabiliser - assurances	608 972	666 574
Autres	86 674	44 474
TOTAL	695 646	711 048

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2021	31.12.2020
Produits à comptabiliser – NCRF 19	1 154 145	1 274 661
Produits à comptabiliser – bénéfiques opérations intérieures	144 342	285 580
TOTAL	1 298 487	1 560 241

21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Fournisseurs soldes débiteurs	478 534	829 910
Avances aux fournisseurs	794 744	3 084 223
Débiteurs divers – parties liées	14 907 336	17 689 645
Débiteurs pour hausse des revenus	14 278 546	31 043 424
Acomptes sur ventes	49 751	173 690
Personnel	49 007	35 905
Débiteurs divers	7 767 480	7 639 137
TOTAL	38 325 398	60 495 934

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 – « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Clients soldes créditeurs	35 099	38 105
Personnel	1 718 481	1 461 332
Fournisseurs d'investissements	530 005	1 385 117
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	2 178 518	1 797 788
Créanciers pour hausse des charges – autres	6 363 447	3 607 792
Créanciers divers – parties liées	2 983 656	694 050
Créanciers divers	1 257 298	2 171 950
TOTAL	15 066 504	11 156 134

21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 5 782 682 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 800 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 3 982 682 euros.

22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par marchés géographiques

	31.12.2021	31.12.2020
Portugal	97 955 784	61 195 131
Angola	22 656 981	21 491 267
Mozambique	7 478 129	7 769 929
Zambie	3 351 332	7 941 134
Malawi	11 964 151	10 464 089
Gabon	1 415 474	2 103 156
TOTAL	144 821 851	110 964 706

22.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2021 les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 26 250 euros (2020 : 27 500 euros).

L'administration,

Le comptable certifié,





04

**Rapport et avis du
Conseil de surveillance**

04

CONSEIL DE SURVEILLANCE

EXERCICE DE 2021

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2021, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 24 mars 2022

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Júlio Gales Ferreira Pinto

Deolinda Paula Baptista Nunes

Jorge Manuel Silva Tavares





05

**Certification
légale des comptes**

05

CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021 (présentant un total de 382 189 454 euros et un total de capitaux propres de 195 296 491 euros, incluant un résultat net de 5 782 682 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2021, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

FONDEMENTS

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes (OROC, Ordem dos Revisores Oficiais de Contas). En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

RESPONSABILITÉS DE L'ORGANE DE GESTION ET DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR CONCERNANT L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

SUR LE RAPPORT DE GESTION

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 24 mars 2022

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro, CLC
Registre OROC n° 1126
Registre CMVM n° 20160738



CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde - Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota - Luanda - Angola
T. +244 929 637 913/9
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL MOÇAMBIQUE

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 - Matola - Moçambique
T. +258 203 004 71
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka - Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL MALAWI

Plot BC 922 House 5, Area Mandala
PO Box 907
Blantyre - Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

